

Journalisme d'investigation : Sept courts travaux audiovisuels en projection à la FOKAL

P-au-P, 16 déc. 2011 [AlterPresse] --- La Fondation Connaissance et Liberté (en créole : FOKAL) projette une série de sept courts travaux audiovisuels ainsi qu'un reportage radio, ce samedi 17 décembre, dans le cadre de son cycle de conférence-débat sur le journalisme d'investigation, « Verite sou tambou ».

Les travaux audio-visuels sont produits par l'International Center for Journalism (ICFJ), Ayiti Kale Je, et Haïti Reporters. La séance de projection de samedi prochain se déroulera en présence des auteurs.

« Haïti ouverte aux affaires » de Ayiti Kale Je, collectif dont fait partie AlterPresse, un reportage audio sur la reconstruction de l'Hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti (HUEH) de l'ICFJ, ainsi que six vidéos de Haïti Reporters sont au menu.

« Vérité sou tambou » initié depuis février 2010, vise à inciter les médias ainsi que les journalistes haïtiens à se tourner vers la pratique du journalisme d'investigation en Haïti où trop souvent l'enquête se poursuit.

Dans cette logique, toute une série de vidéos sont visualisées non seulement par le public mais également par les auteurs, qui en profitent pour présenter les différents obstacles rencontrés dans le cadre de la réalisation de leur travail.

Le Code de déontologie des médias et des journalistes d'Haïti

jeudi 15 décembre 2011

Le Groupe Médialternatif adhère au Code de déontologie paraphé le 8 décembre 2011 à Port-au-Prince par plusieurs associations du secteur Presse et Médias en Haïti. En vue de contribuer à sa diffusion auprès des milieux intéressés et du public en général, AlterPresse en publie le contenu intégral.

Code de déontologie des médias et des journalistes d'Haïti

La liberté d'expression est un des droits fondamentaux de l'homme ; sans elle, l'opinion publique ne peut être informée correctement. Elle est garantie par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 et par la Constitution d'Haïti de 1987.

Convaincus que la recherche de la vérité est au cœur de la profession journalistique,

Soucieux de préserver l'intégrité et la liberté de la presse,

Conscients de l'importance d'assurer la crédibilité de la profession auprès de tous les citoyens,

Conscients du rôle que peut jouer la presse dans la construction d'un Etat démocratique en Haïti,

Les médias et les journalistes haïtiens ont adopté le code de déontologie suivant :

1. Liberté de la presse

La liberté de la presse est une condition essentielle de la liberté d'expression. Les médias et les journalistes défendent la liberté de la presse et d'expression, conformément à l'article 28 de la Constitution haïtienne.

2. Véracité et authenticité des faits

Rechercher pour le public des informations, les vérifier, les situer dans un contexte, les hiérarchiser et les diffuser est l'une des tâches principales de la presse. Dans cette logique, les faits doivent être rapportés avec impartialité, équilibre et exactitude.

3. Information et opinion

Les médias et les journalistes peuvent s'exprimer sur toute question ou sujet. Toutefois, ils ont le devoir de séparer les commentaires des faits pour ne pas jeter le public dans la confusion. Les médias et les journalistes ont pour devoir de faire la différence entre la vérité des faits, qui est de l'ordre du constat, et le jugement qui est de l'ordre du sens et de la signification pour ne pas jeter le public dans la confusion.

Les médias et les journalistes doivent indiquer clairement quand ils défendent une position ou une opinion, par exemple sous la forme d'éditoriaux ou de points de vue.

4. Dignité humaine et vie privée

Les médias et les journalistes respectent les droits de l'individu à la dignité et à la vie privée. Cette dernière englobe les faits et gestes que l'individu ne veut partager qu'avec ses proches, amis ou connaissances. Tant que cette vie privée n'interfère pas avec l'intérêt public, elle doit être scrupuleusement respectée. Une nouvelle est d'intérêt public lorsqu'elle est utile à la participation à la vie démocratique ou qu'elle met en cause le fonctionnement des institutions publiques ou des institutions privées. Les journalistes et les médias ne peuvent parler de la vie privée des personnalités publiques que par l'existence d'un haut intérêt public.

5. Discrimination

La discrimination contrevient au droit à l'égalité proclamé dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. La presse reconnaît et défend la diversité des opinions et la non-discrimination. Les médias et les journalistes s'opposent à toute forme de discrimination fondée notamment sur le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, l'origine nationale ou ethnique, la race perçue ou la couleur, le handicap physique ou mental, la langue, les convictions politiques, les origines sociales ou de toute autre situation.

6. Principe de présomption d'innocence

Les médias et les journalistes d'Haïti doivent respecter le principe de présomption d'innocence qui est clairement défini dans l'article 11 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948. "Toute personne accusée d'un acte délictueux est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie au cours d'un procès où toutes les garanties nécessaires à sa défense lui auront été assurées". Les médias et les journalistes s'abstiennent de condamner avant tout jugement les personnes mises en cause.

7. Présentation de la violence

Les médias et les journalistes doivent éviter le langage de la haine et de l'affrontement. Ils s'abstiennent de publier des scènes de violence, des images macabres et obscènes à des fins sensationnelles. Ils refusent de relayer les réactions de lecteurs, d'auditeurs, de téléspectateurs ou d'internautes qui nourrissent la haine, les discriminations ou les préjugés à l'égard des personnes ou de groupes.

8. Protection des personnes en situation de faiblesse

Les journalistes doivent faire preuve de compréhension et de respect des personnes en souffrance, notamment celles qui ont été victimes de crimes ou d'événements traumatisants. Ils éviteront de les harceler pour obtenir des informations. Les questions qu'on leur adressera doivent être formulées avec sensibilité et retenue. Les journalistes doivent traiter les victimes d'événements traumatisants avec dignité.

9. Traitement de l'information

Dans le traitement de l'information, les journalistes doivent examiner avec rigueur et une vigilance critique les informations, les documents, les images et les sons qui leur parviennent. Le souci d'assurer au plus vite la diffusion de l'information ne doit pas dispenser d'une vérification préalable de la crédibilité des sources. Les médias et les journalistes doivent éviter de citer des phrases hors de leur contexte, d'utiliser du matériel graphique, des photos ou des contenus audiovisuels qui ont subi une altération. Les journalistes ont pour devoir de signaler les montages photographiques à la connaissance du public.

10. Droit de réponse et rectification des informations erronées

Toute erreur au niveau de l'information doit être rectifiée le plus rapidement possible. Les personnes injustement mises en cause, ont droit à la réparation par le droit de réponse. Le droit de réponse ne peut s'exercer que dans l'organe qui a publié l'information contestée.

11. Accès aux informations

Les médias et les journalistes ont droit d'accès à toutes les sources d'information. Ils ont le droit de conduire des enquêtes sur toutes les questions portant sur la vie publique. Toutefois, il leur est interdit d'utiliser des méthodes déloyales pour obtenir des informations, des images et des documents.

12. Protection des sources d'information

Les médias et les journalistes doivent respecter le secret professionnel. Ils ne doivent pas divulguer le nom des sources d'informations obtenues confidentiellement sans leur permission expresse. Ils ont toutefois le devoir de vérifier l'authenticité et l'exactitude des informations, en particulier en les recoupant avec d'autres sources d'information. Ce droit est consacré par l'article 28.2 de la Constitution haïtienne de 1987.

13. Rumeur

La rumeur est une information présentée comme vraie, mais non vérifiée et souvent non vérifiable, relatant des faits ou opinions déformées, exagérées ou même inventées. Une rumeur n'est pas une information. Elle ne peut être publiée, sauf si elle est significative et utile pour comprendre un événement. Les médias et les journalistes doivent toujours l'identifier comme rumeur et faire attention à ce que son traitement médiatique ne la renforce pas et n'amplifie pas les mauvaises interprétations.

14. Plagiat

Les journalistes doivent s'interdire de tout plagiat. Ils citent les confrères et les consœurs dont ils ou elles reprennent les informations. Les journalistes ne doivent pas se faire passer pour l'auteur du matériel écrit, audio, des images animées et des photos qu'ils n'ont pas eux-mêmes produits.

15. Indépendance

Les médias et les journalistes ne doivent céder à aucune pression. Leur principal intérêt est celui de permettre au public de jouir de son droit d'être informé. Ils se méfient de toute démarche susceptible d'instaurer entre eux-mêmes et leurs sources un rapport de dépendance ou de connivence. L'indépendance des médias et des journalistes est la condition fondamentale d'une information libre, pluraliste et responsable.

16. Impartialité en période électorale

Durant la campagne électorale, les médias et les journalistes ne doivent pas faire l'apologie d'un parti politique ou d'un candidat. Ils doivent traiter tous les partis et candidats de manière équitable, impartiale et neutre. Les médias et les

journalistes doivent notamment respecter le principe d'équilibre en relayant plusieurs opinions contradictoires dans les articles et les émissions. Les extraits de propos tenus par des candidats et responsables politiques doivent être reproduits de façon substantielle, en respectant le contexte dans lequel ils ont été prononcés. Les médias et les journalistes doivent maîtriser et respecter le contenu de la loi électorale.

17. Information et publicité

La publicité à caractère commercial ou politique doit être clairement distinguée de l'information ou des analyses. Il est obligatoire de préciser quand un type quelconque d'annonce relève d'un accord commercial avec un média. Les médias et les journalistes refusent de diffuser une information en échange d'un contrat publicitaire ou de tout autre avantage pour leur entreprise de presse.

18. Cadeaux et gratifications

Les médias et les journalistes refusent tout cadeau ou gratification pouvant compromettre leur impartialité. Ils refusent que des entreprises, des institutions ou des organisations les paient pour couvrir des événements.

19. Rémunération

En vue de contribuer à assurer ou à valoriser le statut professionnel du journaliste, les responsables des médias devront s'efforcer d'offrir une rémunération permettant aux journalistes de mener une vie digne et décente.

20. Le devoir de compétence

Le journaliste doit tenir compte de ses compétences ou de ses aptitudes. Il doit chercher constamment à se perfectionner et à maîtriser les techniques dont il a besoin pour mieux exercer sa profession avec le soutien des médias pour lesquels il travaille. Le journaliste doit s'efforcer de participer aux activités de formation permanente organisée par les diverses associations professionnelles. Les responsables des médias devront encourager les journalistes à participer à toutes formes de formation visant à leur intégration dans la profession.

21. Médias et Genre

Les médias et les journalistes doivent faire preuve d'une sensibilité particulière en ce qui concerne les problèmes se rapportant aux stéréotypes sexuels. Les médias et les journalistes s'assurent qu'ils reflètent l'égalité intellectuelle et émotive des hommes et des femmes. Ils doivent encourager la participation des femmes dans les médias, y compris à des postes de responsabilité.

22. Confraternité

L'esprit d'équipe, de collaboration et de confraternité doit guider les journalistes. Le respect mutuel entre confrères doit être encouragé. Le journaliste n'utilise pas les colonnes des journaux ou des antennes à des fins de règlement de compte avec des confrères.

Signataires du code de déontologie pour les médias et les journalistes d'Haïti

8 décembre 2011

Max CHAUVET Président de l'Association nationale des médias d'Haïti (ANMH)

.....

Marc GARCIA Président de l'Association des médias indépendants d'Haïti (AMIH)

.....

Jacques DESROSIERS Secrétaire général de l'Association des journalistes haïtiens (AJH)

.....

Guyler DELVA Secrétaire général de l'Association SOS Journalistes

.....

Marie Guyreline JUSTIN Directrice du Réseau des femmes des radios communautaires (REFRAKA)

.....

Jean-Jacques AUGUSTIN Coordonnateur de l'Union des Journalistes photographes Haïtiens (UNJPH)

.....

Sony ESTEUS Directeur Général de la Société d'Animation et de Communication Sociale (SAKS)

.....

Gotson PIERRE Coordonnateur du Groupe Medialternatif